

JACQUES BONHOMME

LA VIE A BON MARCHÉ.

LAMARTINE.

Il ne s'agit pas de raccourcir les habits pour en faire des vestes, mais d'allonger les vestes pour en faire des habits.

GARNIER PAGÈS (l'ancien).

Peuples, formez une Sainte-Alliance, Et donnez-vous la main.

BÉRANGER.



SOMMAIRE.

Quelques idées sur les socialistes, ou A qui le tour? — Jacques Bonhomme attend la Constitution avec impatience. — Comme quoi prendre cinq et rendre quatre, ce n'est pas donner. — Consultations gratuites de Jacques Bonhomme. — Le service de la poste. — Une mystification. — Chronique politique. — M. Louis Bonaparte. — Les trente-six manières de faire banqueroute. — Vive la République de Jacques Bonhomme. — L'Assemblée nationale. — Annonces.

Quelques idées sur les socialistes,

OU A QUI LE TOUR?

On aurait mis l'avenir de la France au concours que nous serions pas plus malheureux en fait de systèmes, de projets, de propositions de tous genres qui, sous le titre modeste de réorganisation du monde social, promettent une félicité sans bornes à Jacques Bonhomme et à son intéressante famille, et demandent pour les prodigieux cerveaux qui les ont élaborés la place qui leur convient dans l'Etat, c'est-à-dire la première, — en attendant mieux.

Et d'abord, nous avons les niveleurs, aux allures tranchantes qui décrètent de mort le capital, la propriété, l'épargne, en leur faisant des oraisons funèbres en style de catéchisme poissard et au chant fraternel de la Carmagnole. Puis viennent les révélateurs éclectiques, qui consentent à laisser vivre provisoirement l'Être suprême, la famille, la liberté du travail, et autres vieilleries, en attendant que l'organisation humaine soit changée, — ce qui sera évidemment l'affaire de quelques années et de quelques décrets, grâce au garantisme et aux groupes contrastés, dit l'un; grâce aux poteaux d'infamie, dit l'autre; grâce aux gilets sympathiques et à cette formule sublime : *Le désordre, c'est l'ordre; l'anarchie, c'est le gouvernement*, disent les plus forts. Tous attendent le moment et disent : *A qui le tour?*

On a beau leur dire que l'expérience de la liberté commence à peine, qu'elle n'a jamais été que mutilée, entravée; ils vous répondent par : *concurrence anarchique, menagerie, exploitation de l'homme par l'homme*, et autres variantes du fameux *tarte à la crème*. On a beau leur démontrer qu'ils se mettent en travers sur le pont du progrès, ils n'en persistent pas moins à nier les droits du génie, du travail, et à prendre mesure pour les types sociaux, sur les incapables et les lâches. On a beau leur montrer leur système s'écroulant sous la logique des idées et des sentiments, quand ils ne se brisent pas au contact des faits. On a beau leur démontrer que l'association, telle qu'ils l'entendent, c'est-à-dire décrétée despotiquement et bureaucratiquement, est tout simplement un attentat à la liberté individuelle, une spoliation pour les uns, une aumône déguisée pour les autres; ils couvrent tout du mot de fraternité, et ils ne comprennent pas qu'ils font du *compelle intrare* à l'instar d'un inquisiteur, et ressuscitent l'aimable alternative où git Sganarelle entre six ponces de fer ou la main de sa belle. Enfin, on a beau leur faire voir que le capital — grossièrement symbolisé par eux sous forme de numéraire, — est un élément d'une fluidité, d'une prestesse extrême qui glisse à travers tous les décrets, passe entre tous les gendarmes et n'obéit qu'à lui-même ou à la confiance qu'on lui inspire; que vouloir le supprimer, c'est supprimer le sève qui circule dans les différentes branches du travail; c'est vider les artères et les veines du corps social pour faciliter son développement; en un mot, que c'est vouloir l'absurde : — rien n'y fait. Et cependant ces objections, pour n'être pas injurieusement provocantes, pour n'avoir pas les poings sur la hanche et flamberge au vent, n'en sont pas moins justes à coup sûr. Mais nos révélateurs répondent dédaigneusement que tout cela était bon hier avant-hier; que depuis la République ils ont tout changé, absolument comme les cuisiniers de Molière, et que si l'on change la langue du pays et la forme des gilets, on peut bien changer le cœur humain, et le mettre à droite pour apprendre à vivre aux économistes ou à ceux qui ne reconnaissent pas que M. Proudhon a, sous le nom d'échange, découvert aussi sa petite Méditerranée.

Tout cela est bien triste assurément; mais nous pardonnerions volontiers à ces réformateurs au mois et au cachet, s'ils ne faisaient luire aux yeux des classes ouvrières un mirage menteur qui les dégoûte des réalités sérieuses et graves de la vie, et leur inspire la méfiance pour les hommes et pour les choses. Nous le leur pardonnerions d'autant plus volontiers même qu'ils simplifient singulièrement la tâche de leurs adversaires par leur multiplicité et surtout par l'étonnante logique qu'ils

mettent à se réfuter entre eux. Si même de nouveaux adeptes de socialisme voulaient faire en peu de temps un système dédié au genre humain et à la postérité, nous leur donnerions la formule suivante dont se sont servis la plupart de leurs confrères en palinodésie sociale.

« Prenez dans la *Démocratie pacifique*, le *Représentant du peuple*, la *Commune de Paris*, la *Vraie République*, les aimables clichés dont on se sert pour flétrir cette société infâme qui cependant a fait triompher le principe démocratique. Exercez-vous au maniement de certains mots que vous ne comprendrez pas : — bourgeois — capitalistes — vampires — organisation du crédit, du travail, des lettres. — car, Dieu me pardonne! ils veulent organiser jusqu'à l'inspiration et donner un uniforme quelconque aux muses; — servez-vous de ces mots qui frappent en attendant qu'ils tuent; cousez des lambeaux de fouriérisme à des lambeaux de cabétisme, à des haillons de communisme; mettez du rouge sur du blanc, du terrorisme sur de l'absolutisme; entassez Icarie sur utopie, Dorado sur Cocagne, l'arataria sur le Luxembourg; saupoudrez tout cela d'une dose suffisante d'aménités de carrefour, de menaces et de fautes de français, et vous serez bien malheureux s'il ne sort pas de ce mélange une millième panacée tout aussi bonne que les autres. Si même vous voulez savoir à quoi vous en tenir sur la valeur de votre sujet, vous n'aurez qu'à vous rendre à la banque d'échange du citoyen Proudhon, 8, rue Jean-Jacques Rousseau. — Cet établissement — dont Jacques Bonhomme prendra l'extrême liberté de parler à son aise — prêtant sur les produits des bras et de l'intelligence, ne pourra pas manquer de vous escompter votre génie... à raison d'un pour cent et de deux signatures. Et comme le citoyen réformateur nous donnera du papier de sa banque, il y aura eu réellement entre vous *échange de valeurs égales*, car elles seront également solides.

» Cela fait, vous demanderez un million, dix millions, cent millions, un milliard pour faire jouir le monde de votre découverte, et vous n'aurez plus rien à envier, même au citoyen Camus — l'homonyme réjouissant de la mère Camus.

» Puis d'autres viendront, puis d'autres : *à qui le tour, à qui le tour?* jusqu'à ce qu'il soit bien avéré que la terre peut tourner même sans le citoyen Thoré ou l'apôtre Journet.

Jacques Bonhomme attend la Constitution avec impatience.

Si Jacques Bonhomme n'avait pas peur de passer pour factieux, il irait se poster sur une des bornes qui avoisinent la chambre où l'Assemblée nationale tient ses séances, et là, il ferait chorus à lui tout seul, il crierait de manière à être entendu des Représentants : La Constitution! la Constitution! faites-nous bien vite la Constitution!

La Constitution, c'est la meilleure loi des finances;

La Constitution, c'est la meilleure loi contre les attroupelements;

La Constitution, c'est la meilleure loi contre les prétendants;

La Constitution, c'est la meilleure mesure capable de ramener la confiance;

La Constitution, c'est la meilleure loi capable de faire renaitre le crédit;

La Constitution, c'est la meilleure loi en faveur du travail et des travailleurs;

La Constitution! la Constitution! Faites-nous bien vite la Constitution!

Pourquoi la Constitution, aura-t-elle tant de vertu? parce qu'elle nous fera sortir du provisoire; parce qu'elle remplacera le vague et l'incertain par le positif et le certain; parce qu'elle déterminera d'une manière nette les attributions du pouvoir exécutif, chargé de faire respecter les lois; parce qu'elle donnera aux tribunaux une situation fixe et déterminée, sans laquelle il n'y a pas de justice; parce qu'elle nous dira comment il faut réorganiser nos administrations municipales et départementales, qui sont dans le plus grand désarroi depuis la Révolution.

Depuis le 24 février, le provisoire nous a fait beaucoup de mal. Jacques Bonhomme estime que le gouvernement provisoire des Onze aurait pu ne durer qu'une vingtaine de jours, le temps de faire les élections des représentants; — il estime encore qu'aujourd'hui pourrait être fini le provisoire des Cinq.

La Constitution votée, le provisoire fini, tout porte Jacques Bonhomme à croire que les passions politiques tendront à s'apaiser, que le calme reviendra, que la confiance et le crédit renaitront, que toutes les branches de l'industrie se remettront en activité, que, les capitaux reprenant courage, les bras seront

redemandés par eux; que les salaires remonteront à leur cours normal; il lui semble même qu'une certaine activité s'emparera de tous les esprits, et qu'une période de grande production et de bien-être succédera à cette effroyable crise qui a commencé à la fin de 1846 par les inondations, qui a continué en 1847 par la disette et par les fautes accumulées de la monarchie.

Espérance!
Confiance!
C'est le refrain
Du pèlerin.

et aussi celui de Jacques Bonhomme; car la paix semble assurée, et Dieu nous promet le blé en abondance.

Prendre Cinq et rendre Quatre, ce n'est pas donner.

Là, soyons de bon compte, qu'est-ce que l'Etat? N'est-ce pas la collection de tous les fonctionnaires publics? Il y a donc dans le monde deux espèces d'hommes, savoir : les fonctionnaires de toutes sortes qui forment l'Etat, et les travailleurs de toutes natures qui composent la société. Cela posé, sont-ce les fonctionnaires qui font vivre les travailleurs, ou les travailleurs qui font vivre les fonctionnaires? En d'autres termes, l'Etat fait-il vivre la société, ou la société fait-elle vivre l'Etat?

Je ne suis pas un savant, mais un pauvre diable qui s'appelle Jacques Bonhomme, qui n'est et n'a jamais pu être que travailleur.

Or, en qualité de travailleur, payant l'impôt sur mon pain, sur mon vin, sur ma viande, sur mon sel, sur ma fenêtre, sur ma porte, sur le fer et l'acier de mes outils, sur mon tabac, etc., etc., j'attache une grande importance à cette question, et je la répète :

« Les fonctionnaires font-ils vivre les travailleurs, ou les travailleurs font-ils vivre les fonctionnaires? »

Vous me demandez pourquoi j'attache de l'importance à cette question, le voici :

Depuis quelque temps, je remarque une disposition énorme chez tout le monde à demander à l'Etat des moyens d'existence.

Les agriculteurs lui disent : Donnez-nous des primes, de l'instruction, de meilleures charrues, de plus belles races de bestiaux, etc.

Les manufacturiers : Faites-nous gagner un peu plus sur nos draps, sur nos toiles, sur nos fers.

Les ouvriers : Donnez-nous de l'ouvrage, des salaires et des instruments de travail.

Je trouve ces demandes bien naturelles, et je voudrais bien que l'Etat pût donner tout ce qu'on exige de lui.

Mais, pour le donner, où le prend-il? Hélas ! il prend un peu plus sur mon pain, un peu plus sur mon vin, un peu plus sur ma viande, un peu plus sur mon sel, un peu plus sur mon tabac, etc.

En sorte que ce qu'il me donne, il me le prend, et ne peut pas ne pas me le prendre. Ne vaudrait-il pas mieux qu'il me donnât moins et me prit moins?

Car, enfin, il ne me donne jamais tout ce qu'il me prend. Même, pour prendre et pour donner, il a besoin d'agents qui gardent une partie de ce qui est pris.

Ne suis-je pas une grande dupe de faire avec l'Etat le marché suivant? J'ai besoin d'ouvrage. Pour m'en faire avoir, tu retiendras cinq francs sur mon pain, cinq francs sur mon vin, cinq francs sur mon sel et cinq francs sur mon tabac. Cela fera vingt francs. Tu en garderas six pour vivre, et tu me feras une demande d'ouvrage pour quatorze. Evidemment, je serai un peu plus pauvre qu'avant; j'en appellerai à toi pour rétablir mes affaires, et voici ce que tu feras. Tu récidiveras. Tu prélèveras autres cinq francs sur mon pain, autres cinq francs sur mon vin, autres cinq francs sur mon sel, autres cinq francs sur mon tabac; ce qui fera autres vingt francs. Sur quoi tu mettras autres six francs dans ta poche, et me feras gagner autres quatorze francs. Cela fait, je serai encore d'un degré plus misérable. J'aurai de nouveau recours à toi.

Si maladia
Opiniatria
Non vult se guarire,
Quid illi facere?

— Purgare, seignare, clysterisare,
Repurgare, reseignare et reclysterisare.

Jacques Bonhomme! Jacques Bonhomme! j'ai peine à croire que tu aies été assez fou pour te soumettre à ce régime, parce qu'il a plu à quelques écrivains de le baptiser : *Organisation et fraternité*.

CONSULTATIONS GRATUITES DE JACQUES BONHOMME.

— Maître Jacques, vous me disiez l'autre jour qu'il faut toujours savoir ce qu'on veut récolter quand on sème.

— Sans doute; et si notre cousin avait suivi ce petit bout de conseil, il n'aurait pas quitté sa belle ferme, ses beaux attelages, ses bœufs plus gras que les bedeaux de sa paroisse, pour venir faire queue à la porte de nos ministres et tirer son épingle... du jeu des autres, — car ce n'était pas un bien chaud républicain que notre cousin.

— Aussi, la leçon a-t-elle été dure; car lui qui rêvait aux honneurs, aux grandeurs, à un bureau de poste ou de tabac, à une place de fournisseur, que sais-je? il est revenu avec la promesse qu'on pourrait bien le faire garde champêtre dans quelques années.

— Ah! il y en a bien d'autres, mon ami, qui s'embarrassent dans leurs guides; et je te dirai même à l'oreille que si les postillons qui conduisent ce que les malins appellent le char de l'État, avaient bien connu leur chemin et leur but, nous n'aurions pas en ce moment une roue dans l'ornière et l'autre roue en l'air.

— L'ornière, c'est l'ancien système du gaspillage dans les bureaux, du tabac que l'on vend mauvais et cher, des cadeaux que l'on nous fait faire aux entrechats de l'Opéra, où nous n'irons jamais, nous autres vigneron, qui faisons nos entrechats à nos frais. C'est tout cela, n'est-ce pas?

— Précisément.

— Et la roue en l'air, ce ne serait-il pas notre commission exécutive, qui ne sait à quel saint se vouer et qui fait comme les autres auraient dû faire : *qui règne et ne gouverne pas*.

— Précisément encore.

— Eh bien, maître Jacques, pourquoi ne suivez-vous pas vous-même les conseils que vous donnez aux autres? Pourquoi faites-vous comme ce fameux missionnaire qui a passé chez nous il y a un an, et qui mettait à sec toutes les fontaines dans ses discours, et à sec tous les tonneaux dans ses repas?

— Comment, moi, je...

— Vous-même.

— Expliquez-moi donc ça, mon ami, car je veux bien être ramené aux carrières de mon vieux temps, par la route des citoyens Blanc, Cabet ou Camus, c'est-à-dire que je veux bien être pendu si je puis dire quand le pied m'a glissé à ce point.

— Eh bien, répondez, maître. Vous êtes républicain, vrai républicain de la veille, du jour, du lendemain, de toujours, n'est-ce pas?

— Si je le suis, enfant! Mais je n'ai grandi que dans cette idée et dans cet espoir. Avec quoi fais-tu jaunir tes blés? avec du soleil, un beau soleil; eh bien, la république, la liberté, c'est un autre soleil pour moi. J'en ai deux, moi; les esclaves n'en ont qu'un. Si je suis républicain! Je le suis par mon cœur, par ma pensée, et je n'ai pas besoin pour ça, vois-tu, de diner à cinq sous, de me mettre de la couleur rouge jusqu'aux yeux comme une vieille bohémienne, de danser la carmagnole, d'oublier le français que mon maître d'école m'a appris avec tant de peine, de maudire le capital dont j'ai ma toute petite part, de faire la courte échelle à des intrigants dorés sur tranche ou en blouse. Tu n'es pas de ceux-là, toi, j'espère. Tu ne mets pas la loi et les prophètes dans le canon de ton fusil ou dans le tiroir de quelque club?

— Oh non, maître Jacques, mais....

— Mais quoi?

— Mais si vous êtes républicain, sans même avoir été baptisé avec le vin à deux sous le litre des Duchêne, père et mère, ni avec l'encre de la citoyenne Georges Sand, — autrement dit l'encre de la petite vertu; — si donc vous êtes républicain, j'ai bien peur que vous n'ayez mis à côté; car enfin, ce n'est pas seulement pour dépaquer des rues, planter des arbres de la liberté, passer des revues de baïonnettes et de jeunes filles, que vous avez mis à la retraite le personnel et le mobilier de l'ex-couronne.

— Tu pourrais même ajouter que ce n'est pas non plus uniquement pour que nos citoyens ministres et les citoyennes leurs épouses se penchent sur le velours des loges royales, et fassent à toute leur couvée de cousins, neveux, oncles et tantes, des nids dans leurs portefeuilles rouges, ni pour que M. Thiers arrive à la Chambre, tout confit d'eau bénite, dans les plis d'une chasuble, et s'y asseie à côté de cette substance élastique qui porte en politique le nom de Charles Dupin, et en optique le nom de trompe-l'œil. — Mais où vois-tu que le vieux Jacques ait bronché?

— Voici, maître. C'est que d'autres disent que nous n'avons rien gagné à la République, qu'il fait noir dans son avenir comme dans un four et qu'il faut changer tout cela. De sorte qu'ils m'ont fait douter de vos belles promesses et presque de vous-même. J'avais la foi, ils ont soufflé dessus. — C'est fini; ça ne revient pas plus que le bouquet d'oranger ne reviendra au corsage de la petite Jeannette.

— Ça reviendra....

— L'oranger?

— Peut-être; mais ta foi, à coup sûr. On t'a trompé: je te détronnerai. Voilà tout.

— Et comment cela, maître?

— Écoute.

(La suite au prochain numéro.)

Le Service de la Poste.

Il y a quelques jours un de nos amis fit remettre à la poste quelques petites feuilles imprimées adressées à Boulogne, banlieue de Paris.

Les feuilles étaient sous la forme ordinaire des imprimés, c'est-à-dire enveloppées d'une double bande.

On refusa d'abord de les recevoir, sous prétexte qu'on avait déjà trop d'imprimés à expédier. Mettez ces feuilles sous enveloppe, dit-on au porteur, et expédiez-les en guise de lettre, sinon on ne les recevra pas.

Le porteur insistant, on finit pourtant par recevoir les feuilles, en prélevant 15 centimes pour le port; mais on déclara que l'expédition n'en serait faite que le lendemain. Il était alors 11 heures et demie du matin.

L'expédition eut lieu, en effet, le lendemain.

Quoique le port eût été payé à Paris à raison de 15 centimes, à Boulogne le facteur se fit payer encore par le destinataire 1 fr. 20.

Il y aurait beaucoup de réflexions à faire sur ce sujet.

Comment se fait-il d'abord qu'on exige le port deux fois, à Paris et à Boulogne?

Puis en vertu de quel droit l'administration dispute-t-elle aux imprimés la faveur que la loi leur accorde?

Enfin pourquoi ces difficultés à la réception? pourquoi ce retard de vingt-quatre heures?

Si l'administration ne peut suffire à sa tâche, qu'elle en abandonne une partie à l'industrie privée.

Il y a à Paris des sociétés particulières qui se chargent de la distribution des imprimés dans la capitale, où cette fonction leur est permise. Elles font leur service économiquement et bien, tandis que l'administration de la poste fait le sien chèrement et mal. Acceptez donc l'intervention de ces compagnies même pour le dehors. Ayez le courage de partager une tâche que vous ne pouvez pas remplir.

Mais on veut aujourd'hui que l'État se charge de tout quand il ne peut suffire à rien. C'est la folie du jour. Si cette folie ne passe pas, où irons-nous?

UNE MYSTIFICATION.

Ainsi que vous savez, j'ai beaucoup voyagé et j'ai beaucoup à raconter.

Parcourant un pays lointain, je fus frappé de la triste condition dans laquelle paraissait être le peuple malgré son activité et la fertilité du territoire.

Pour avoir l'explication de ce phénomène, je m'adressai à un grand ministre, qui s'appelait *Budget*. Voici ce qu'il me dit :

« J'ai fait faire le dénombrement des ouvriers. Il y en a un million. Ils se plaignent de n'avoir pas assez de salaire, et j'ai dû m'occuper d'améliorer leur sort.

« D'abord, j'imaginai de prélever deux sous sur le salaire quotidien de chaque travailleur. Cela faisait rentrer 100,000 fr. tous les matins dans mes coffres, soit *trente millions* par an.

« Sur ces *trente millions*, j'en retenais dix pour moi et mes agents.

« Ensuite, je disais aux ouvriers : « Il me reste *vingt millions*, avec lesquels je ferai exécuter des travaux, et ce sera un grand avantage pour vous. »

« En effet, pendant quelque temps ils furent émerveillés. Ce sont d'honnêtes créatures, qui n'ont pas beaucoup de temps à eux pour réfléchir. Ils étaient bien un peu contrariés de ce qu'on leur subtilisât deux sous par jour, mais leurs yeux étaient beaucoup plus frappés des millions ostensiblement dépensés par l'État.

« Peu à peu, cependant, ils se ravisèrent. Les plus fins d'entre eux disaient : Il faut avouer que nous sommes de grandes dupes. Le ministre *Budget* commence par prendre à chacun de nous trente francs par an, et *gratis*; puis, il nous rend vingt francs, non pas *gratis*, mais contre du travail. Tout compte fait, nous perdons dix francs et nos journées à cette manœuvre.

— Il me semble, seigneur *Budget*, que ces ouvriers-là raisonnaient assez bien.

— J'en jugeai de même, et je vis bien que je ne pouvais continuer à leur soutirer leurs gros sous d'une façon aussi naïve. Avec un peu plus de ruse, me dis-je, au lieu de deux j'en aurai quatre.

C'est alors que j'inventai l'*impôt indirect*. Maintenant, chaque fois que l'ouvrier achète pour deux sous de vin, il y a un sou pour moi. Je prends sur le tabac, je prends sur le sel, je prends sur la viande, je prends sur le pain, je prends partout et toujours. Je réunis ainsi, aux dépens des travailleurs, non plus trente millions, mais cent. Je fais bombance dans de beaux hôtels, je me prélasser dans de beaux carrosses, je me fais servir par de beaux laquais, le tout jusqu'à concurrence de dix millions. J'en donne vingt à mes agents pour guetter le vin, le sel, le tabac et la viande, et avec ce qui me reste de leur propre argent, je fais travailler les ouvriers.

— Et ils ne s'aperçoivent pas de la mystification?

— Pas le moins du monde. La manière dont je les épuise est si subtile qu'elle leur échappe. Mais les grands travaux que je fais exécuter éblouissent leurs regards. Ils se disent entre eux : Morbleu! voilà un bon moyen d'extirper la misère. Vive le citoyen *Budget*! Que deviendrions-nous s'il ne nous donnait de l'ouvrage?

— Est-ce qu'ils ne s'aperçoivent pas qu'en ce cas vous ne leur prendriez plus leurs gros sous, et que les dépensant eux-mêmes, ils se procureraient de l'ouvrage les uns aux autres?

— Ils ne s'en doutent pas. Ils ne cessent de me crier : *Grand homme d'État, fais-nous travailler un peu plus encore*. Et ce cri me réjouit, car je l'interprète ainsi : *Grand homme d'État, sur notre vin, sur notre sel, sur notre tabac, sur notre viande, prends-nous un plus grand nombre de sous encore!*

CHRONIQUE POLITIQUE.

— On fait à M. Louis Bonaparte l'honneur de croire qu'il est un danger pour les libertés de la France et pour la République.

Qu'a donc fait M. Louis Bonaparte pour donner une pareille idée de lui?

Il a fait deux ou trois brochures qui ont eu le succès de tant d'autres, un succès d'épicer.

Il a cru qu'en mettant petit chapeau et redingote grise, les soldats français le prendraient pour son oncle, l'autre! (échauffourée de Strasbourg.)

Ayant vu que petit chapeau et redingote grise ne suffisaient pas, il a apporté de Londres un aigle vivant et apprivoisé! (échauffourée de Boulogne.)

Chaque jour on découvre des plaies nouvelles dans notre corps social, et les prétendus organisateurs du travail, des travailleurs, des travailleuses, et surtout des banquets, se servent de ces tristes choses, comme les malingreux se servent de leurs *jambes du bon Dieu* pour prélever sur les âmes sensibles l'aumône du dégoût. *Jacques Bonhomme* entend autrement le patriotisme; mais il ne s'en croit pas moins lié à faire connaître à ses concitoyens jusqu'à quel point les affiliés du phalanstère ou du communisme ont expérimenté les mésaventures de la vie industrielle. Ainsi un des leurs, en plongeant au plus profond des égouts de la banqueroute, a dévoilé *trente-six manières* de lever le pied, de faire des trous à la lune; en un mot, de voler en partie double.

Une analyse aussi prodigieuse fait trop d'honneur à l'expérience de celui qui en a gratifié le public, — expérience peut-être fâcheuse, — pour que nous ne portions cet avis à la connaissance des gens de cœur, de ceux que la *Démocratie pacifique* invite à aller étudier ces différents systèmes d'escroquerie. — Cette école nous manquait, et fera agréablement suite à celle d'argot et de jargon qui vient de se créer pour corriger les abus et le despotisme de l'orthographe.

Les commerçants seront sans doute étonnés des ressources infinies qu'ils ont à leur disposition; mais ils ne se donneront pas plus la peine d'apprendre les 36 postures de la banqueroute, que l'honnête homme n'apprend les 36 manières de mettre sa cravate et les 72 manières d'insulter le prochain.

Jacques Bonhomme entend crier :

A ceux-ci : Vive la République!... tout court :

A ceux-là : Vive la République démocratique!

Aux uns : Vive la République démocratique et sociale!

Aux autres : Vive la République napoléonienne!

Jacques Bonhomme crie simplement : VIVE LA RÉPUBLIQUE!

Il entend par la République, le suffrage universel pour nommer les législateurs et le président, chef du pouvoir exécutif. Sa république est forcément démocratique, puisque tous prennent part aux élections; elle est forcément sociale, puisque les législateurs nommés par tous ne peuvent faire que les affaires de la société.

Jacques Bonhomme avoue ne pas comprendre ce qu'on entend par république napoléonienne.

L'Assemblée nationale et la Commission exécutive

Une vive agitation régnait aujourd'hui à la salle des Pas-Perdus. Le vote d'hier sur l'admission de Louis Bonaparte et les bruits répandus sur les projets de retraite de la Commission exécutive, avaient jeté les esprits dans une agitation profonde.

Vers cinq heures du soir, les membres de la Commission ont quitté la séance, et les interpellations que M. Pascal Duprat devait adresser au sujet des démissions, l'ordre du jour motivé que M. Glais-Bizoin devait proposer, ont été ajournés à demain.

Les comédies parlementaires sont peu du goût de *Jacques Bonhomme* : mais il pardonnerait volontiers celle qu'on annonce si la Commission exécutive, si puissante par l'éloquence, le voulait devenir par l'action.

AVIS PUBLICS.

RECUEIL DE CHANSONS

NATIONALES, POPULAIRES ET MILITAIRES, de 1789 à 1848

AVEC DES NOTICES HISTORIQUES,

Par DUMERSAN.

Paris, GARNIER frères, 10, rue Richelieu, et Palais-National. Joli in-32 de 470 pages; Prix : 3 fr.

Le peuple français a chanté à toutes les époques; il n'est pas une phase de son histoire qui ne soit marquée par des chansons. Sous la Ligue, la Fronde et la Régence, il chansonna ses ennemis extérieurs et intérieurs, jusqu'en 1789, où il fit de la chanson sa poésie nationale.

Aucun des événements de cette grande époque ne fut oublié par les chansonniers, et M. Dumersan, en recueillant les produits épars de leur verve patriotique, nous transmet ainsi une histoire tout entière de la Révolution française par les chansons.

PARFUMERIE HYGIÉNIQUE. (MAISON CHANTAL)

rue Richelieu, 67, à l'entresol porte cochère. — L'EAU CHANTAL, la seule approuvée, a la propriété de teindre, à la minute, en toutes nuances et pour toujours, les cheveux et la barbe. Cette composition est également la seule qui soit sans inconvénient pour la santé; aussi, recommandée par la médecine, jouit-elle d'une vogue immense dans le monde élégant. Prix : 6 fr.

Nota. On expédie dans Paris et les départements.

MALADIE DES CHEVEUX. TRAITE COMPLET DES

VEUX, présenté à l'Acad. de Médecine et à l'Acad. des Sciences, par M. Obert. 2^e édit. 2 fr., et par la poste 2 fr. 50, en envoyant un bon rue Haute-Feuille, 30, à Paris.

Consultations gratuites chez l'auteur, de 10 à 4 h. (Affr.)

Les abonnements sont reçus rue Bergère, 8.

Prix : 10 fr. par an;

15 — pour les départements.

Le gérant, J. LOBET.

IMPRIMERIE CENTRALE DE NAPOLEON CHAIX ET C^{ie}, RUE BERGÈRE, 8,